



Communiqué de presse du 29/05/2020

## **2 milliards d'économies et 15 000 suppressions de postes : Pourquoi nous, salarié-e-s, devrions-nous sans arrêt payer l'incompétence de nos dirigeants ?**

Aujourd'hui, la fermeture de Choisy Le Roi et la programmation de fin d'activités à Flins, Maubeuge, Dieppe, apparaîtraient inexorables, comme si ce désastre social allait effacer les erreurs stratégiques du passé sans que personne ne demande des comptes à la gouvernance de l'entreprise. Or, cette situation critique est la conséquence du modèle économique mis en place par la direction de RENAULT depuis des années.

La stratégie reposant sur d'énormes volumes de vente débouche sur une surcapacité de production ? Pourtant, même en ayant été dictée par l'égo d'un PDG rêvant de conduire le 1<sup>er</sup> groupe mondial, cette politique a été approuvée sans broncher pendant des années par les dirigeants et le conseil d'administration (parmi lesquels les administrateurs de l'état et ceux représentant les salariés CFE-CGC, CFDT et FO).

La performance financière est mauvaise ? Elle est conjoncturelle et n'est qu'un prétexte. Chacun sait que le secteur automobile est cyclique en termes de ventes. En réalité, ce plan de restructuration est en préparation depuis octobre 2019, quand Thierry BOLLORE ambitionnait de réduire les coûts fixes de 5% pendant 3 ans, grâce à la méthode *AGILE* qui nous a coûté 30M€ en frais de consultants...

Ceux qui nous demandent aujourd'hui d'atteindre une réduction de 2 milliards, ont distribué la moitié de cet objectif d'économie sous forme de dividendes aux actionnaires en 2019 et s'apprêtaient à recommencer en 2020 avec 330 M€, malgré des résultats déficitaires. Pendant que tout le monde se serre la ceinture, les 10 plus gros salaires RENAULT ont bondi de 120% en 5 ans pour culminer à 15M€ en 2018, sans compter le salaire d'accueil de Lucas DE MEO en juillet prochain, plus élevé que celui de son prédécesseur. Quand on recherche 700M€ pour soulager les frais de structure, pourquoi négliger ces pistes... ?

Quant à la suppression de 15 000 postes dont 4 600 en France, ce chiffre n'inclut pas les fournisseurs et prestataires qui vont continuer de payer un lourd tribut. Alors que l'état français nous explique les vertus de la relocalisation, l'ingénierie France va réduire sa part d'activité à 40% et économiser 800 M€, avec des cessions de projets à NISSAN et des délocalisations vers des centres d'études situés en Europe de l'est et en Asie.

En contrepartie, RENAULT n'oublie pas de prendre l'argent public et les primes à la casse, y compris l'aide à l'activité partielle fournie par l'état jusqu'à fin juin, alors que le plan de charge ingénierie est redevenu tendu et que le personnel peut reprendre une activité à 100% en télétravail en respectant les consignes sanitaires.

A travers 2 plans de compétitivité en 2013 et 2016, les salariés ont connu tous les sacrifices : blocage de salaires, suppression des AGS, purge des effectifs, flexibilité, allongement du temps de travail... Tout cela pour s'entendre dire que le modèle économique qu'on leur a imposé n'est plus le bon ? Après avoir mis à l'œuvre ces contrats, la direction nous explique gentiment que c'est à nous de payer encore l'addition !

Le constat est amer et la pilule ne passe pas ! SUD RENAULT appelle tous les salariés de l'Alliance RENAULT-NISSAN-MITSUBISHI à la mobilisation pour rejoindre les luttes en cours sur les sites de fabrication ! Les dirigeants de RENAULT se sont enrichis pendant des années, les administrateurs ont cumulé les jetons de présence, c'est à leur tour de mettre la main au porte-monnaie pour financer le plan d'économie et maintenir les emplois !

Enfin, le contexte économique actuel est une fabuleuse opportunité pour ré-inventer RENAULT, afin d'aller vers une activité durable à forte valeur ajoutée sociétale et environnementale : il s'agit de concevoir de nouveaux produits qui soient durables, réparables et sobres, à même de répondre à l'enjeu climatique. RENAULT a déjà montré qu'il savait inventer des produits innovants et en rupture avec le marché ! De cette façon, nous sortirons de ces cycles conjoncturels qui provoquent des drames sociaux à répétition.